



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Unité territoriale
du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par:

Caroline TAIN

Tél : 03 28 23 81 72

Fax : 03 28 65 59 45

caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION

DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Gravelines, le 08 DEC. 2014

ÉQUIPE : 3

N° S3IC : 070.01962

Type d'établissement : A/PN

- Raison sociale	:	SAGEP
- Adresse du siège social	:	14 avenue de l'Europe 59280 ARMENTIÈRES
- Adresse de l'établissement	:	Rue Danton 62230 OUTREAU
- Activité	:	Décharge
- Représentant de l'exploitant	:	M. Mohammed EL OUAFI - Gérant

Sommaire

Annexe

- 1- Objet du rapport
- 2- Présentation de l'installation
- 3- Rappel du fonctionnement hydraulique du site
- 4- Les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014
- 5- Réunion en Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer le 14/11/2014
- 6- Propositions de mesures d'urgence par la SAGEP
- 7- Propositions de la DREAL

- 1- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
- 2- carte de situation du site

1 - Objet du rapport

Le présent rapport fait suite à la survenue d'inondations importantes sur la commune d'Outreau, au niveau de la rue Danton et des rues en aval, suite au débordement pendant plusieurs heures du bassin tampon situé sur le site de la SAGEP, lors d'épisodes pluvieux les 7 et 8 novembre 2014.

2 - Présentation de l'installation

Le centre de stockage de MANIHEN a reçu depuis 1901 des déchets en provenance des APO jusqu'en 1980 (fonderie, aciérie et hauts-fourneaux, notamment les déchets issus de l'épuration des gaz des hauts-fourneaux). La décharge, pour la partie M.I.O., a ensuite été autorisée par arrêté préfectoral en date des 24/04/1981 et 22/10/1984. Monsieur le Préfet a, par la suite et par arrêté préfectoral du 06/12/2001, fixé le montant des garanties financières sur la base d'une approche forfaitaire globalisée.

Le centre de stockage des déchets du site de MANIHEN est soumis à autorisation et relève de la rubrique 167-b de la nomenclature des installations classées, qui correspond à une décharge de déchets industriels provenant d'installations classées.

Par lettre du 23/01/2002, le Directeur de la Société MANOIR INDUSTRIES OUTREAU a notifié à Monsieur le Préfet la cessation d'utilisation de la décharge, à la date du 01/02/2002.

Suite à ce courrier, un arrêté du 19/06/2002 a imposé à MANOIR INDUSTRIES OUTREAU, conformément à l'article 34.1 du décret 77-1133 relatif à l'arrêt définitif d'une installation classée, de remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Par rapport en date du 25/08/2008 et du 03/02/2009, la DREAL a proposé un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires actant les dispositions techniques du réaménagement et du suivi de la décharge. L'arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 07/08/2009.

La société MANOIR INDUSTRIES a déposé un mémoire de fin de travaux en préfecture du Pas-de-Calais fin février 2011 (absence de lettre d'accompagnement) référencé « Entime 2162-006-010/revA/28/01/2011 ».

Ce dossier a été complété par le dépôt d'un nouveau dossier de fin de travaux le 18/07/2013 à la DREAL (UT du Littoral à Gravelines), lui même complété par un courrier en date du 23/10/2013 puis par mail du 16/12/13.

Plusieurs visites du site ont été réalisées par la DREAL entre 2007 et 2013.

Par courrier en date du 09/07/13, M. Alain JORY BARTHE, Président, a fait connaître le changement de dénomination sociale de MANOIR INDUSTRIES en MANOIR AÉROSPACE.

Au final, le procès-verbal de récolement actant la réalisation des travaux de remise en état du site a été signé le 30/12/2013.

Un arrêté préfectoral du 28/03/2014 a fixé le montant des garanties financières post-exploitation.

Des servitudes d'usage conventionnelles ont par ailleurs été fixées pour le site.

Par courrier en date du 16/06/2014, la société SAGEP a déclaré succéder à la société MANOIR AÉROSPACE dans l'exploitation du site de la décharge.

3 – Rappel du fonctionnement hydraulique du site

Les sites des déchargements SAGEP et COMILOG sont accolés et situés en fond d'une cuvette, réceptacle des eaux en provenance d'un ensemble de bassins versants d'une surface d'environ 300 ha.

La surface occupée par le site de la SAGEP est de 8 ha 75 a

La surface occupée par le site de COMILOG est de 18 ha 59 a.

Dans le cadre du réaménagement final des 2 décharges, des dispositions ont été intégrées dans les arrêtés préfectoraux des sites SAGEP et COMILOG pour une bonne gestion des eaux pluviales recueillies sur les sites. Les ouvrages mis en place doivent être dimensionnés sur la base d'une pluie centennale (203 mm sur 24 h) avec un débit de fuite limité à 2l/ha/s.

Ainsi, le système de gestion des eaux pluviales doit être constitué de l'amont vers l'aval par :

- 2 zones tampon situées sur le site COMILOG : l'étang de pêche et l'étang Tassard,
- 1 zone tampon située sur le site de la SAGEP : un bassin tampon étanche.

Ces zones de tamponnement sont reliées entre elles par un cours d'eau non domanial, le Merlier, busé entre l'étang de pêche et l'étang Tassard et mis à l'air libre entre l'étang Tassard et le bassin tampon de la SAGEP. La régulation des débits peut se faire par 2 vannes :

- l'une située chez COMILOG en aval de l'étang de pêche, à l'entrée du busage du Merlier,
- l'autre située chez SAGEP en sortie du bassin tampon.

En sortie de ce bassin tampon les eaux sont rejetées dans le réseau eaux pluviales de la rue Danton.

4 – Les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014

D'après les films et photos en possession de la commune, il apparaît qu'un véritable torrent s'est déversé dans la rue Danton en provenance d'une surverse du bassin tampon de la SAGEP. Le phénomène a duré plusieurs heures.

Des signes de débordement au niveau de l'étang Tassard situé sur le site COMILOG en interface avec le site SAGEP, sont également visibles (clôture détériorée).

L'enrobé de la rue Danton a été gravement détérioré et est à refaire et plusieurs maisons ont subi des dégâts importants (2 m d'eau).

A priori le phénomène a eu lieu à marée basse et en présence d'un phénomène pluvieux inférieur au phénomène pris en référence pour le dimensionnement des ouvrages de tamponnement des eaux sur les sites des anciennes décharges SAGEP et COMILOG (phénomène centennal : 203 mm sur 24 h).

5 – Réunion en Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer le 14/11/2014

Une réunion a été organisée par Monsieur le Sous-Préfet de Boulogne-sur-Mer sur ces inondations le 14 novembre 2014. Y participaient des représentants de la commune (parmi lesquels Madame le Maire), la DREAL, le Symsageb et les représentants de la SAGEP (M. EL OUAFI) et COMILOG (M. ISSARTEL).

Lors de la réunion, plusieurs questions ont été posées :

- les ouvrages sont-ils correctement dimensionnés ?
- Les ouvrages en place sont-ils curés régulièrement pour assurer le maintien des volumes de tamponnement ?
- Les vannes de régulation de débits des ouvrages sont-elles correctement réglées ?
- Quels sont les facteurs en amont des 2 sites industriels (le site des 2 décharges est le réceptacle des eaux pluviales d'environ 300 ha alentours) ayant pu aggraver la situation ?
Notamment il a été observé que les sillons des champs alentours sont creusés dans le sens de la pente.
- La canalisation située rue Danton est-elle correctement dimensionnée au regard du dimensionnement des ouvrages qui se trouve en amont sur le site des 2 décharges ?

Les élus ont insisté sur l'impossibilité de joindre les exploitants et de pénétrer sur les sites au moment de la crise.

À l'issue de la réunion, il a été convenu des suites suivantes :

- 1) Concertation des 2 industriels pour proposer des solutions d'urgence.
 - 2) Proposition par la DREAL d'un arrêté préfectoral complémentaire pour chaque site industriel demandant une analyse de l'évènement à l'échelle de l'ensemble des bassins versants.
- Les responsables de COMILOG (M. ISSARTEL) et de la SAGEP (M. EL OUAFI) se sont déclarés d'accord pour une étude conjointe. Le prestataire devra être un bureau extérieur, vraisemblablement le BRGM.

6 – Propositions de mesures d'urgence par la SAGEP

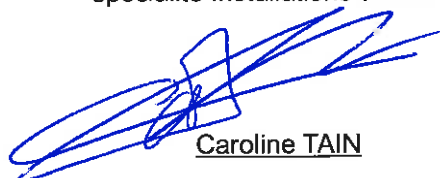
Par mail à la DREAL en date du 18/11/2014, la SAGEP a indiqué prendre les mesures d'urgence suivantes : mise en place de barrages permettant de disposer d'un confinement supplémentaire et de ralentir le flux des eaux vers l'extérieur du site (aménagement de 3 retenues permettant de disposer de 600, 500 et 2 500 m³ supplémentaires sur le site).

7 – Propositions de la DREAL

- Compte tenu des événements survenus les 7 et 8 novembre 2014 sur le site de la SAGEP (débordement du bassin tampon des eaux pluviales),
 - compte tenu de l'importance des dégâts occasionnés à cette occasion à la voie publique et aux habitations riveraines,
 - compte tenu du risque constitué pour la sécurité publique par la survenue de tels événements,
 - compte tenu de la nécessité de prendre des mesures pour éviter le renouvellement d'un tel événement,
- nous proposons à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'imposer à la société SAGEP, par arrêté complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'Environnement, après avis du CODERST, la réalisation d'une analyse de l'évènement survenu les 7 et 8 novembre 2014 par un tiers expert et la mise en œuvre de mesures provisoires permettant de limiter la survenue et les effets d'un tel événement, dans l'attente des conclusions définitives de l'étude précitée.

L'exploitant a été consulté sur le projet par courriel du 25/11/2014. Par courriel du 02/12/14 il a indiqué ne pas avoir d'observation.

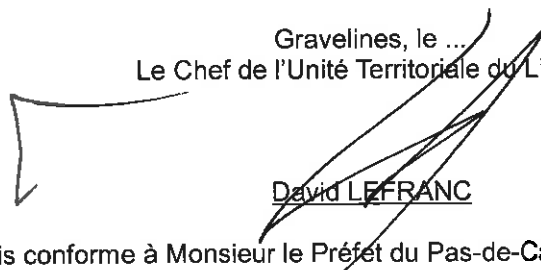
L'inspecteur de l'Environnement
spécialité Installations classées



Caroline TAIN

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - À l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le ... 08 DEC. 2014
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral



David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais
DAG – BPUP – Section des IC

Lille, le ... 19 DEC. 2014
Pour la Directrice par intérim et par délégation
L'ingénieur des Mines
Chef du Service Risques



Alexandre DOZIERES

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE D'OUTREAU

SOCIÉTÉ SAGEP

ARRÊTÉ IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

ARTICLE 1 : OBJET

La Société SAGEP, dont le siège social est situé 14 avenue de l'Europe à ARMENTIÈRES, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de stockage de déchets situé rue Danton 62230 OUTREAU.

ARTICLE 2 : TIERCE EXPERTISE

L'exploitant fait réaliser par un tiers-expert une analyse de l'accident survenu les 7 et 8 novembre 2014 sur son site (débordement du bassin tampon ayant entraîné des inondations en dehors du site).

Cette analyse qui prend en compte l'ensemble du système hydraulique local (bassins versants, sites des décharges COMILOG et SAGEP, réseau public aval) comprend :

- la description du phénomène (causes, enchainement des événements, conséquences),
- une expertise des systèmes mis en place localement pour tamponner les événements pluvieux, et un avis quant au dimensionnement des ouvrages en place au regard du dimensionnement prévu: événement pluvieux centennal avec débit de fuite 2 l/ha/s,
- les éventuelles améliorations à mettre en place.

Le choix du tiers-expert est soumis à l'approbation de la DREAL.

Cette expertise peut être réalisée en commun avec la société COMILOG.

Le rapport de tierce expertise doit être remis dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : MESURES D'URGENCE

Dans l'attente des conclusions de la tierce expertise prévue à l'article 2 du présent arrêté et de la mise en place d'éventuelles mesures pérennes, l'exploitant est tenu de mettre en place les mesures suivantes :

3.1 - Gestion des alertes

- Rédaction d'une procédure de gestion de crise en cas d'évènements pluvieux importants en cohérence avec l'exploitant du site COMILOG, permettant notamment une gestion coordonnée des vannes de régulation. Cette procédure est diffusée à la commune ainsi qu'aux services de secours.
- Mise à disposition de la commune et des services de secours d'un numéro d'appel d'urgence, joignable 24 h/24 et 7j/7.
- Rendre le site accessible aux secours sous ½ h en cas de besoin.

3.2 - Gestion des débits

L'exploitant prend toutes dispositions pour accroître le volume de tamponnement disponible sur son site et pour ralentir le flux d'un éventuel débordement vers l'extérieur.

Les dispositions prises ne doivent pas menacer l'intégrité (stabilité, étanchéité) de la masse des déchets stockés et de la couverture du stockage.

Dans le cas où des digues sont constituées, l'exploitant dispose des études démontrant leur stabilité.

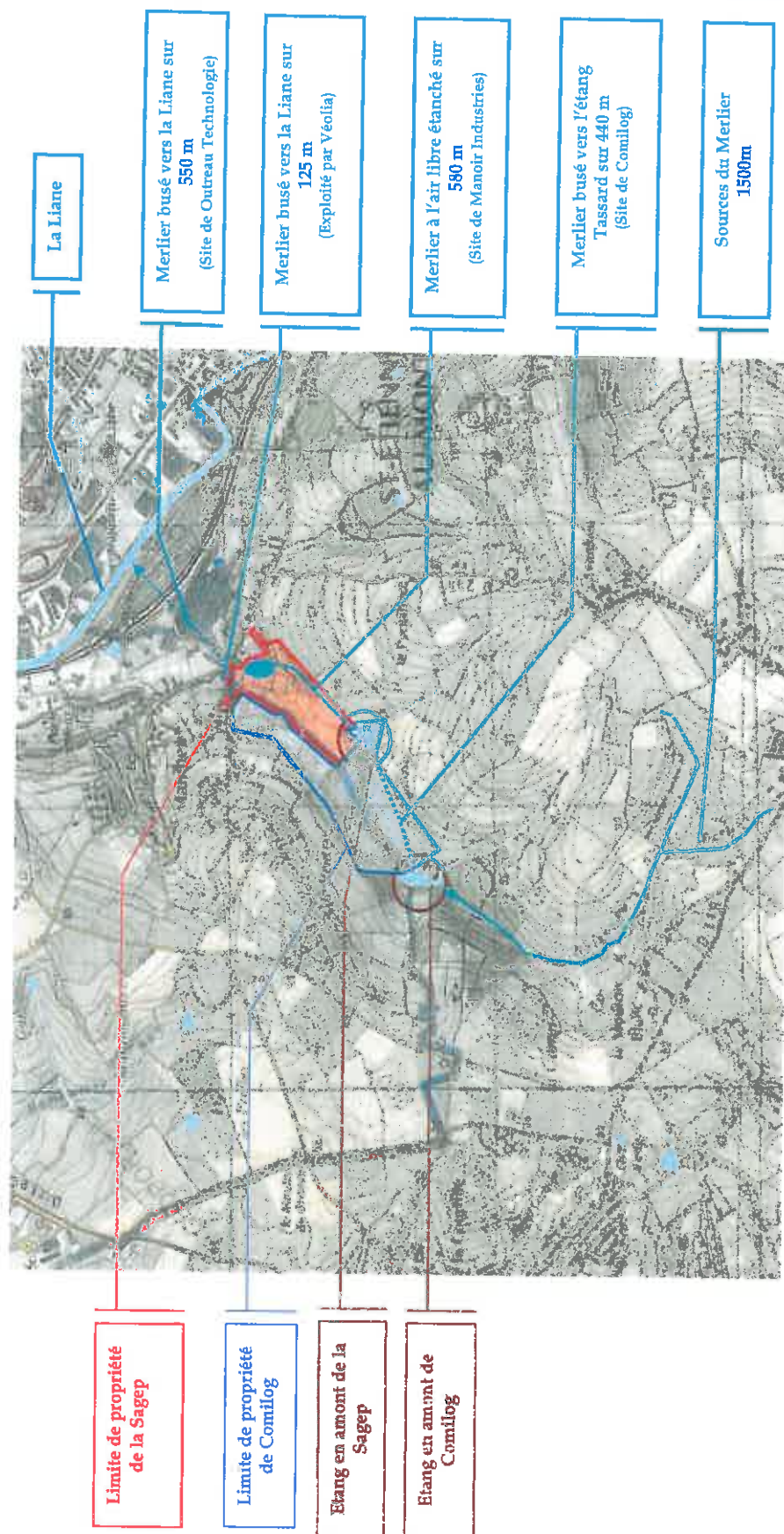


Figure 3 : Bassins versants et tamponnements en présence

